

idées & débats

SOMMAIRE

Le point de vue	Penser autrement la rémunération des dirigeants
Art et culture	Le flic de l'été : Kurt Wallander, vieux bougon au rire rare
Les plus beaux come back	Burov ou le design des Trente Glorieuses
Le roman de l'été	Qui veut la peau d'Emmanuel M. ?

L'ÉDITORIAL DES « ÉCHOS »

Le risque des dix mois pour rien



Par **Dominique Seux**

La période utile a été brève entre un début de quinquennat versatile et une fin stérile.

« Parfois, on pense qu'il suffit d'être élu pour que tout s'arrange. » En une phrase, presque la dernière de la traditionnelle interview télévisée du 14 Juillet, François Hollande a dit la vérité de son quinquennat. Pendant sa campagne de 2012, puis ses premiers mois à l'Élysée, il a cru qu'il suffisait de chasser Nicolas Sarkozy – cité tant de fois jeudi qu'il semble toujours obséder le chef de l'État – pour que la France aille mieux. Qu'il suffisait de taxer les plus riches pour redresser les comptes publics. Qu'il suffisait d'en donner l'ordre à Angela Merkel pour que le chômage baisse en Europe. Qu'il suffisait d'enjoindre aux patrons de travailler sur la « qualité » de leurs produits pour que leur compétitivité s'améliore. Évidemment, rien ne s'est déroulé comme prévu. Le choc fiscal qui s'est abattu sur tous les acteurs économiques les a désespérés, le chômage a continué de galoper et il a fallu effectuer un virage sur l'aile en direction des seuls qui créent

les emplois et la croissance : les chefs d'entreprise. Bref, les illusions se sont envolées. Le problème, bien sûr, est que les électeurs socialistes avaient, eux aussi, cru aux belles paroles qui promettaient : « tout s'arrange », et qu'ils s'estiment trahis.

Quatre ans plus tard, le temps perdu n'a été qu'en partie rattrapé. La courbe de la croissance s'est redressée grâce au contre-choc pétrolier et au desserrement fiscal des marges du secteur privé ; mais la conjoncture reste fragile. Elle est à la merci, a insisté – un peu lourdement – le président, des effets du Brexit. La courbe du chômage, elle, ne s'est pas inversée, mais seulement aplatie. Tout le monde a-t-il conscience que la France est un des seuls pays en Europe, avec la Grèce, où le chômage n'a pas franchement reculé ces dernières années ? La pause fiscale a été décrétée, les entreprises bénéficient du pacte de responsabilité ; mais le niveau des prélèvements obligatoires est particulièrement élevé dans notre pays. La loi El Khomri amorce quant à elle un mouvement utile de décentralisation de la négociation sociale, mais le bruit négatif autour de ce texte va sans doute en gêner les effets.

Or, l'information à retenir de la prestation présidentielle de jeudi – bonne dans la forme – est qu'il ne se passera plus rien sur le plan de la politique économique dans les dix prochains mois, d'ici à mai 2017. Le débat public tournera autour d'Emmanuel Macron au cours des prochaines semaines ; la primaire de la droite attirera les regards à l'automne ; puis celle de la gauche en janvier. Entre-temps, un budget qui relâche la pression sur les économies sera passé et aucune autre réforme n'est programmée. C'est franchement regrettable. Entre un début de quinquennat versatile et une fin stérile, la période utile aura été trop brève. « *Le temps est court* », a assuré le chef de l'État. On ne saurait mieux dire.

Lire nos informations
Page 2

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

L'Inde ouvre un débat après l'appel de 110 Nobel contre Greenpeace sur les OGM

● Est-il possible que 110 prix Nobel de la paix pensent la même chose ? se demande un chroniqueur de l'« *Hindustan Times* ». Dans une lettre adressée aux Nations unies, les lauréats du célèbre prix dont 100 scientifiques ont récemment « appelé Greenpeace à cesser sa campagne » contre les OGM, notamment le « riz doré » qui pourrait permettre de sauver des vies. En Inde cet appel, comme le souligne Manu Joseph, prend un écho particulier. Car le riz doré,

Hindustan Times

génétiquement modifié, permet de compenser l'absence de vitamine A du riz blanc traditionnel. Le repas typique des pauvres dans ce pays est composé essentiellement de riz avec peu de légumes et parfois un peu d'œufs et de viandes qui coûtent cher. Lors d'une visite dans le nord du sous-continent indien, le journaliste a constaté que les gens mangeaient de grandes quantités de cette céréale à fai-

ble valeur nutritionnelle. Ce qui pour le journal est le symbole d'une mauvaise alimentation. La lettre des Nobel, allant contre l'idée largement répandue de nombre d'organisations non gouvernementales, s'interroge même : « *combien de pauvres gens dans le monde doivent mourir avant de considérer* » son interdiction comme « *un crime contre l'humanité* ? » En Inde, selon le chroniqueur, les médias sous l'influence de la « propagande » de Greenpeace ont peu parlé de la lettre des

Nobel. Souvent, il est vrai que l'opinion publique se méfie de tout ce qui pourrait être « positif » faute d'avoir accès à des explications scientifiques. En d'autres termes, on croit plus à la communication qu'à la science, selon le journaliste. En attendant, des enfants indiens continueront à se nourrir de riz blanc sans vitamine. Mais le débat scientifique sur les OGM est loin d'être terminé. — Y. J.



Une installation photovoltaïque produit de l'électricité pendant environ 1.300 heures par an, l'éolien terrestre pendant 2.200 heures et l'éolien marin pendant 3.000 heures.

(c) Xavier Delorme / Biosphoto

LE POINT DE VUE

de Rémy Prud'homme

Energies renouvelables : un gaspillage à 50 milliards d'euros

Le plan du gouvernement pour développer le photovoltaïque et les éoliennes est inutile sur le plan environnemental et coûteux. Il revient à substituer à une production d'électricité déjà assurée par le nucléaire le même volume émanant d'installations non existantes. Soit 53 milliards d'engagements pour 6 milliards d'économies.

Dans le cadre de la transition énergétique, le gouvernement vient d'arrêter la Programmation pluriannuelle des investissements (PPI) dans l'électricité dite « renouvelable ». On y trouve pour le photovoltaïque, l'éolien terrestre et l'éolien maritime la puissance installée planifiée pour 2018 et pour 2023. Mais rien sur le coût de ces décisions. Le gouvernement a-t-il calculé, puis caché ce coût ? Ou l'ignore-t-il ? Il fait penser à un gosse de riches qui va dans un magasin chic faire ses emplettes sans même regarder les étiquettes. Courons le risque de passer pour des grippe-sous, ou même pour des comptables (« horresco referens » !), et cherchons à évaluer ce coût, exercice plutôt facile.

Pour chacun des trois renouvelables cités, la programmation nous donne (en milliards de watts) la puissance du parc en 2018 et en 2023 et, donc, l'augmentation de puissance décidée. On a par ailleurs des estimations (fragiles) du coût d'un investissement de 1 milliard de watts : 2 milliards d'euros pour le photovoltaïque, 1,8 pour l'éolien terrestre, 4,8 pour l'éolien maritime. On obtient ainsi le coût du programme arrêté pour les cinq années 2018-2023 : environ 48 milliards d'euros.

Il faut y ajouter les dépenses d'investissement à engager pour le développement du réseau de transport de l'électricité. Comme la consommation n'augmente pas et que le réseau actuel est suffisant, les lignes nouvelles prévues (en plus des investissements de renouvellement) se justifient uniquement par la géographie nouvelle des installations de renouvelables. RTE, le

responsable du réseau, estime cet investissement à 1 milliard par an, soit 5 milliards pour la période considérée. Au total, le PPI implique donc environ 53 milliards d'investissement, soit près de 11 milliards par an.

La note est lourde : un peu plus que le budget du ministère de la Justice (8 milliards), un peu moins que celui de l'Enseignement supérieur (13 milliards). Il faut la comparer avec les gains qu'elle permet.

Qu'a-t-on pour cette dépense ? De l'électricité. Une installation photovoltaïque produit de l'électricité pendant environ 1.300 heures par an, l'éolien terrestre pendant 2.200 heures et l'éolien marin pendant 3.000 heures. Un calcul simple permet d'estimer l'augmentation de production associée au programme officiel : 42 TWh (térawatt-heures). Cela représente 9 % de notre consommation et 10 % de notre production d'électricité nucléaire.

Le comparatif avec le nucléaire s'impose. Puisque la consommation d'électricité est pratiquement constante depuis une dizaine d'années (et tout suggère qu'elle le restera), la France n'a pas besoin d'augmenter sa production. Personne n'imagine réduire la production d'électricité hydraulique ni même la production d'électricité au gaz (faible, et nécessaire pour faire face aux pointes de demande). 42 TWh de plus de solaire et d'éolien, c'est donc 42 TWh de moins de nucléaire. Soit la fermeture d'environ 6 centrales nucléaires. Cela représente une économie. Nos centrales ont en effet besoin d'une mise aux normes – ce qu'on appelle le « grand carénage » – à un coût d'environ 1 milliard

“

La facture sera payée par les consommateurs d'électricité ou par les contribuables.

Le plan gouvernemental s'analyse comme une augmentation d'impôt de près de 10 milliards par an.

par centrale. En fermer 6 représente une moindre dépense de 6 milliards.

En termes économiques, le programme arrêté consiste donc à dépenser 53 milliards afin d'en économiser 6. (Une analyse plus complète prendrait en compte : l'économie sur les dépenses de combustibles nucléaires ; les coûts supplémentaires dus à l'intermittence imprévisible du soleil et du vent ; et les implications industrielles de la décision, mais ne changerait sans doute guère les ordres de grandeur.) En termes environnementaux, ce programme apporte-t-il un gain ? Nullement : l'électricité renouvelable produite ne rejette pas de CO₂, l'électricité nucléaire évincée non plus.

Le plan gouvernemental d'électricité solaire et éolienne pour les cinq ans à venir apparaît donc comme un gaspillage d'un peu moins de 50 milliards d'euros. Ne pas engager ces investissements permettrait de produire exactement la même quantité d'électricité en 2023, et d'économiser cette dépense. La facture sera finalement payée par les consommateurs d'électricité ou par les contribuables. Le plan gouvernemental s'analyse comme une augmentation d'impôt de près de 10 milliards par an. En pis, en bien pis, car l'argent de nos impôts est (généralement) dépensé en créant de l'utilité, ce qui n'est pas le cas ici. Il offre un exemple caricatural de la façon dont nos décideurs décident : comme on aime, sans compter. La politique a ses raisons que la raison ne connaît point.

Rémy Prud'homme
est professeur des universités.